

2  
RÉGIONALES :  
UN SUCCÈS SANS JOIE

3  
COP 21 :  
UN ACCORD HISTORIQUE

4  
SITE :  
SOCIAL-ÉCOLOGIE



## « L'ALLIANCE POPULAIRE : RASSEMBLER AUTREMENT »

Cher-e-s camarades,

Les élections régionales portent en elles de nombreux enseignements. Pour la gauche, elles constituent un tournant. Au premier tour, le Front national a réalisé une percée. Au second tour, le barrage s'est fait. Mais, la dynamique du parti de la haine demeure et nous fait définitivement entrer dans un monde politique tripolaire.

Le barrage contre le Front national a pu se faire grâce au sursaut civique et au sacrifice exemplaire de nos candidats. Ce sacrifice n'est pas une solution, surtout quand le retrait se fait à sens unique. Pour faire barrage de manière durable au Front national, nous devons donc faire barrage à la précarité. Oui, il faut une inflexion pour les 18 prochains mois, mettre l'accent sur la lutte contre les inégalités et pour l'activité, comme nous nous sommes attaqués à notre compétitivité ou à l'école.

Pour faire barrage au bloc réactionnaire pour les années à venir, nous devons aussi repenser la gauche. L'heure de la rupture a sonné, nous devons tout remettre à plat et remettre en question notre façon de défendre nos valeurs et nos idées.

C'est l'enseignement premier des régionales : la recomposition profonde de notre paysage politique est en cours. Soit nous contribuons à la dessiner, soit nous la subissons. La gauche ne peut plus faire comme avant : au premier tour se combattre et au second se rassembler. En tripartisme, l'enjeu c'est de se rassembler pour pouvoir se qualifier au second tour.

A droite, les partis l'ont bien compris. C'est tout le sens du « ni-ni » de Monsieur Sarkozy et de ses clins d'œil insistants aux électeurs frontistes. Au Front national aussi on se prépare pour 2017 et certains, comme monsieur Philippon, font déjà des appels du pied à monsieur Dupont-Aignan. Très bientôt, ils se tourneront vers les militants du parti en voie de fragmentation de monsieur Sarkozy. Après la banalisation, l'objectif pour eux c'est la coalition.

Face à cette menace, il faut que la gauche se rassemble, mais autrement, c'est-à-dire au-delà des appareils, pour se tourner vers les citoyens, les syndicats et les associations attachés à la social-écologie et à la République sociale. C'est la grande alliance populaire, que nous allons créer en février et qui sera déclinée dans toute la France par des collectifs départementaux et régionaux avant la grande convention de l'alliance populaire, à l'automne 2016.

Oui, 2016 sera une année essentielle.

Amitiés socialistes,

Jean-Christophe Cambadélis

*Cambadélis*

# ELECTIONS RÉGIONALES : UN SUCCÈS SANS JOIE

Les voix de gauche ont compté. Aucune région ne sera dirigée par l'extrême droite. La défaite du Front national est d'abord due à la mobilisation des électeurs de gauche. N'en déplaise au Président du parti Les Républicains, Xavier Bertrand comme Christian Estrosi ne s'y sont pas trompés en les remerciant. Le sacrifice, même s'il est aujourd'hui difficile, particulièrement pour nos camarades du Nord-Pas-de-Calais-Picardie et de PACA, n'a pas été vain. La forte mobilisation du second tour l'a démontré.

Reste que, comme l'a dit Jean-Christophe Cambadélis, c'est « *un succès sans joie* ». Même si le Parti socialiste résiste et l'emporte dans cinq régions, « *l'abstention est encore trop forte* », « *l'extrême droite est décidément trop haut* ». Le succès est sans joie « *parce que des candidats de gauche ont dû se retirer en vue du second tour. Pour la République, ils ont fait preuve d'un immense sens du devoir. C'est notre fierté et c'est leur honneur.* »

Mais il ne faut pas oublier que le Front national réalise son meilleur

score en nombre de voix, en totalisant 6,8 millions, soit 400 000 de plus qu'en 2012 pour la présidentielle alors même que l'abstention était plus importante lors de ces élections intermédiaires.

Pour le Premier secrétaire « *les résultats sonnent l'heure du sursaut. On ne peut plus accepter le retrait civique, l'adhésion au souverainisme xénophobe, la division de la gauche, l'ambiguïté de la droite et le renoncement du patronat.* »

## LE DANGER FN N'EST PAS ÉCARTÉ

Le Premier ministre l'a rappelé dès l'annonce des résultats « *le danger de l'extrême droite n'est pas écarté* », et il n'y a « *aucun triomphalisme* » à avoir. Mesurant la responsabilité du gouvernement, il l'a assuré : « *l'emploi, la formation des jeunes doivent être notre priorité* » car la « *seule* » ligne de conduite est celle de « *la République qui protège, la république qui donne sa chance à chacun et qui n'abandonne personne* ».

Car, si le sursaut républicain a joué à plein, il va falloir désormais répondre

aux attentes qui se sont exprimées. Les responsables politiques s'accordent à dire que plus rien ne sera jamais comme avant. Mais le temps presse pour trouver des réponses.

« *Nous ne pouvons plus continuer comme ça* », a estimé Jean-Christophe Cambadélis, en s'adressant au gouvernement. « *Il faut agir contre la précarité et pour l'activité comme nous nous sommes attaqués à la compétitivité et à la refondation de l'école. (...) Mettons toute notre volonté pour faire barrage aux inégalités. C'est une grande cause nationale.* » S'adressant ensuite à la gauche, il a plaidé pour « *retrouver le chemin de l'union* ».

Le Parti socialiste doit retrouver la confiance de ses électeurs, et particulièrement des plus fragiles d'entre eux, qui se sont détournés scrutins après scrutins. Pour cela, les militants vont tous les jours sur le terrain. Ils ont mené cette campagne pied à pied, comme les précédentes, comme les suivantes. S'il est temps de trouver une nouvelle façon de faire de la politique, rien ne sera possible sans eux.

## ESPAGNE, ENFIN L'ALTERNANCE ?

À l'heure où nous écrivons, les Espagnols n'ont pas encore voté. Les élections législatives du 20 décembre revêtent en effet un enjeu historique de taille. Mariano Rajoy, leader du Partido popular, va-t-il être reconduit ?

La formation de droite est au pouvoir depuis 2011 après la démission de José Luis Zapatero qui provoqua des élections anticipées alors que l'Espagne prenait la crise de plein fouet. Depuis 40 ans que la démocratie a pu se reconstituer en Espagne, la droite, héritière semi-directe du franquisme a alterné avec les socialistes du PSOE sous Felipe Gonzalez puis avec Zapatero. Mais ce bipartisme a été confronté à la crise qui a fait émerger le mouvement des Indignés dont sont partiellement issues deux formations politiques. Ciudadanos (Citoyens) et Podemos (Nous pouvons).

Ciudadanos a été créé par des intellectuels catalans avant de se déve-

lopper dans le reste du pays. Attachés à une vision « *unitariste* » de l'Espagne, ils sont assez libéraux sur les questions économiques et conservateurs sur les questions sociales, mais hostiles aux clivages gauche/droite. Au Parlement européen, les deux députés siègent avec leurs collègues français de l'UDI ou encore les Lib dems britanniques.

## NOUVELLES FORMATIONS

Podemos est un mouvement plus à gauche. Son leader, Pablo Iglesias porte le même nom que le fondateur du PSOE. Podemos est considéré, à l'instar de Syriza en Grèce, comme un mouvement de cette gauche radicale qui concurrence la social-démocratie. Siégeant avec la GUE (Gauche unitaire européenne), comme les élus du Front de gauche, Podemos est apparu plus récemment que Ciudadanos.

Ces deux partis concurrencent nettement le PP et le PSOE dans les

sondages dans un quatuor où chacun est au-dessus des 20 %, alors que moins de la moitié des électeurs espagnols veulent voter pour le PP ou le PSOE. Ce qui indique qu'aucun parti ne pourra gouverner seul.

Le PP est miné par la corruption et sa politique d'austérité. L'union des gauches qui, au Portugal voisin a eu raison de la droite de Pedro Passos Coelho, a été regardée de très près à Madrid.

D'ailleurs, dans les villes comme Madrid, Séville, Valence, Oviedo, Saragosse ou Barcelone, c'est cette même dynamique d'union de la gauche et de la « *gauche mouvementiste* » ou d'organisations de citoyens qui a également permis de battre la droite.

Une ébauche de nouvelle alliance à l'espagnole pourrait donc transformer au plan fédéral, le bel essai des municipales...

# COP 21 : UN ACCORD UNIVERSEL HISTORIQUE



Le terme fait consensus. L'accord de Paris est « historique ». Laurent Fabius, président de la Cop 21 a mis un terme à 15 jours de négociations intenses au Bourget samedi 12 décembre en présentant un accord universel « différencié, juste, équilibré, juridiquement contraignant », signé par les 195 pays participants. C'est l'aboutissement de plusieurs mois de tractations, six ans après l'échec de Copenhague, et la validation de la stratégie de la diplomatie française, qui a multiplié les petits groupes de travail, les réunions bilatérales et surtout les rencontres préalables à l'événement.

« A Paris, il y a eu bien des révolutions, depuis des siècles, mais aujourd'hui c'est la plus belle et la plus pacifique des révolutions qui vient d'être accomplie, la révolution pour le changement climatique », a salué François Hollande, avant de remercier les négociateurs : « Vous l'avez fait, vous avez atteint un accord ambitieux, un accord contraignant, un accord universel. Jamais je ne pourrai exprimer plus grande gratitude à une conférence. Vous pourrez être fiers devant vos enfants et vos petits-enfants. »

L'objectif principal de l'accord est de maintenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en-dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels » et de « poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C, étant en-

tendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques ». La mention des 1,5°C était une revendication forte des petits pays insulaires, les plus directement touchés par les effets du changement climatique. Le symbole est important, même si l'objectif risque d'être difficile à atteindre.

## BAISSE DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Pour y parvenir, le but à long terme est de « parvenir au plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre dans les meilleurs délais ». L'inscription d'un objectif de long terme est en soi une victoire, mais cela reste l'un des points d'achoppement de l'accord, car il ne spécifie aucun objectif chiffré des réductions de ces émissions. Il stipule simplement qu'elles devront atteindre « un pic aussi rapidement que possible ». Des versions antérieures du texte retenaient une baisse de 40 % à 70 % (selon les préconisations du GIEC) mais elles ont été jugées trop contraignantes par certains pays.

Pour l'instant les objectifs volontaires indiqués par 190 pays avant la conférence ne suffisent pas à rester sous la barre des 2°C, ils devraient donc revoir prochainement leurs ambitions à la hausse.

Le texte rappelle le principe des « responsabilités communes mais dif-

férenciées », qui édicte des niveaux de responsabilité dans le réchauffement, et donc des objectifs différents selon les pays. C'était une autre revendication importante des pays du sud. L'accord indique que les efforts doivent être accomplis « sur la base de l'équité » et précise que les pays en développement « devraient continuer d'accroître leurs efforts d'atténuation eu égard aux contextes nationaux différents ». Quant aux pays développés, ils doivent apporter un « soutien » aux autres.

Sur la question cruciale du financement de cette aide, le texte fait des 100 milliards de dollars par an promis en 2009 par les pays du Nord pour aider les pays du Sud, « un plancher ». Et « un nouvel objectif chiffré collectif » d'aide financière devra être présenté avant 2025.

Par ailleurs, si le texte grave dans le marbre la notion de pertes et préjudices voulue par les pays en développement, il ne n'édicte pas de responsabilité ou de compensation comme ils l'auraient souhaité.

Enfin, et c'est une avancée majeure, l'accord de Paris, qui doit entrer en vigueur en 2020, prévoit un mécanisme de révision des contributions tous les cinq ans. En attendant il doit être ratifié au moins par 55 pays représentant au moins 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.



# BÂTISSONS LA SOCIAL-ÉCOLOGIE



[social-ecologie.parti-socialiste.fr](http://social-ecologie.parti-socialiste.fr)

**LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE  
ET SOCIALE DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ  
EST AU CŒUR DE L'ENGAGEMENT DE LA GAUCHE**

**Retrouvez toutes les actualités de la Cop 21  
et de la social-écologie sur le nouveau site  
[social-ecologie.parti-socialiste.fr](http://social-ecologie.parti-socialiste.fr)**

